

**Union européenne - Syrie -
Déclaration de la Haute
représentante, au nom de l'UE -
Communiqué de presse du Conseil
de l'Union européenne
(Bruxelles, 21 décembre 2017)**

L'UE se félicite de l'adoption par le conseil de sécurité des Nations unies de la résolution 2393, qui renouvelle l'autorisation des opérations humanitaires transfrontalières en Syrie. Celles-ci sont plus que jamais nécessaires pour les trois millions de personnes qu'il n'est toujours pas possible d'atteindre par d'autres moyens. L'UE est également profondément préoccupée par l'absence persistante d'accès à l'aide humanitaire pour 13,1 millions de personnes ayant besoin d'assistance sur tout le territoire de la Syrie, dont plus de 1,3 million vivent comme des assiégés.

En Syrie, les combats sont loin d'être terminés. L'UE condamne vigoureusement la poursuite des violations systématiques, généralisées et flagrantes des droits de l'homme ainsi que les offensives récentes et le siège sans fin de la Ghouta orientale. Nous demandons instamment au régime syrien d'autoriser un accès immédiat, permanent et sans entrave pour permettre l'acheminement de l'aide et les évacuations sanitaires. Les obstacles persistants opposés par le régime à l'aide humanitaire et aux évacuations sanitaires dans la Ghouta orientale constituent une violation flagrante du droit international humanitaire et de plusieurs résolutions du conseil de sécurité des Nations unies.

L'UE est fermement convaincue que seule une solution politique crédible en conformité avec la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies et le communiqué de Genève de 2012 mettra un terme à la guerre et garantira durablement la stabilité de la Syrie. Dans ce contexte, l'UE réaffirme qu'elle ne sera disposée à contribuer à la reconstruction de la Syrie que lorsqu'une transition politique globale, véritable et inclusive, négociée par les parties syriennes au conflit sur la base de la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies et du communiqué de Genève de 2012, aura réellement été amorcée.

L'UE salue le fait que la Commission syrienne pour les négociations est entrée d'une manière constructive et unie dans le dernier cycle des pourparlers de Genève. Elle déplore toutefois que le régime syrien y fasse systématiquement obstacle, ce qui a empêché tout progrès. Dès lors, l'UE demande aux alliés du régime, et notamment à la Russie, de faire en sorte que le régime syrien s'engage pleinement dans ce processus mandaté par le conseil de sécurité des Nations unies.

Afin d'atteindre cet objectif, l'UE réaffirme la primauté du processus de Genève conduit par les Nations unies et son soutien sans réserve à l'action de l'envoyé spécial des Nations unies. L'UE continuera d'appuyer ce processus, notamment à travers l'organisation de la deuxième conférence de Bruxelles sur l'avenir de la Syrie et des pays de la région, qui se tiendra au

printemps 2018./.